

OIT : employeurs et syndicats s'unissent pour demander une riposte à la crise centrée sur l'emploi

Geplaatst op woensdag 21 november 2012 | 



21 novembre 2012 : À l'occasion de la 316e session de son Conseil d'administration, le BIT a appelé à ce que les mesures pour riposter à la crise se concentrent principalement sur des possibilités d'emploi décent et productif, et sur l'inclusion sociale grâce au dialogue social à tous les niveaux et au respect des droits au travail.

Dans une déclaration à la fin de la session, le bureau du Conseil d'administration du BIT a souligné que « selon les dernières prévisions en date, on devrait être confronté, en 2012 déjà et en 2013, à de nouveaux défis pour la croissance économique qui creuseront le déficit mondial d'emplois aggravé par la crise de 2008. L'économie mondiale risque fort d'entrer dans une période prolongée de croissance faible ou négative, ce qui assombrira encore des perspectives déjà peu réjouissantes pour la réduction de la pauvreté, la cohésion sociale, les entreprises durables et l'emploi, en particulier l'emploi des jeunes. »

« Que les employeurs et les gouvernements soutiennent ce programme au niveau international nous ravit. Le dialogue social est un outil essentiel pour faire face efficacement à la crise et pour retrouver une croissance créatrice d'emplois, a déclaré Luc Cortebeeck, porte-parole du Groupe des travailleurs à l'OIT. Il faut maintenant que les institutions financières internationales et régionales, de même que la plupart des gouvernements, le reconnaissent également. »

[Lire la déclaration complète du Bureau sur la crise](#)

Au cours de la même réunion à l'OIT de la semaine passée, le Groupe des travailleurs du Conseil d'administration a publié une [déclaration relative à la décision de la Cour suprême du Kenya du 10 octobre à l'encontre de Francis Atwoli](#), secrétaire général de la COTU (k) et membre du Conseil, ainsi qu'une [déclaration sur le Tchad](#)